

Pérou : le procureur demande un procès pour corruption contre Keiko Fujimori

Image not found or type unknown



Lima, 23 février (RHC) Le procureur Anticorruption José Pérez a demandé aujourd'hui d'avancer le procès de la dirigeante néolibérale péruvienne Keiko Fujimori, pour éviter qu'une réforme juridique en projet ne laisse impunie l'accusée et plus de 40 co-inculpés.

Le procureur qui a enquêté sur Fujimori pour blanchiment d'argent et autres accusations et a requis pour elle plus de 30 ans de prison, a déclaré que l'avancement est nécessaire pour que la réforme, qui limite la

procédure de collaboration efficace (dénonciations de parties prenantes) soit utilisée pour laisser impunis les accusés.

Cette modification réduit la durée de la négociation des accords de partenariat, les soumet à un contrôle plus strict et prévoit des peines d'emprisonnement pour ceux qui divulguent le nom des informateurs ou le contenu, même partiel, de leur contribution au Bureau du Procureur.

Pérez a demandé au juge de l'affaire, Victor Zúñiga, d'assurer l'avancement des dépositions au procès, de l'ancien président de la société brésilienne Odebrecht, Marcelo Odebrecht, et son ancien représentant à Lima, Jorge Barata.

Tous deux, en vertu d'un accord de collaboration efficace, ont déclaré à Pérez au Brésil, au cours de l'enquête, qu'ils avaient secrètement versé un million de dollars à Fujimori à des fins électorales et devaient le confirmer lors du procès, actuellement en phase préparatoire.

Pérez a déclaré que la réforme approuvée en première instance par la Commission de Justice du Congrès de la République pourrait avoir des effets négatifs sur les procès pour corruption en cours, comme celui de la fille de l'ancien dirigeant Alberto Fujimori, détenu pour corruption avouée et d'autres crimes.

Il a ajouté que si les aveux d'Odebrecht et de Barata étaient avancés dans la phase de jugement, la validité de leurs témoignages serait assurée, car ils ne pourraient pas être affectés par la réforme juridique en cours.

Il a rappelé le cas de l'Israélien Josef Maiman, ex-rédacteur de l'ancien président néolibéral Alejandro Toledo (2001-06) et qui, avant de mourir, a donné un témoignage minutieux et probant contre Toledo.

Il a avoué avoir servi d'intermédiaire pour des pots-de-vin de plus de 30 millions de dollars, qu'Odebrecht a avoué avoir payé à Toledo pour des travaux publics, témoignage qui reste valable pour le procès de l'ancien dirigeant, après extradition des États-Unis.

Entre-temps, le procès de l'ancien président Ollanta Humala (2011-16), de son épouse Nadine Heredia et d'autres personnes accusées de blanchiment d'argent et d'autres chefs d'accusation a commencé cette semaine, et l'ancien dirigeant néolibéral Pedro Pablo Kuczynski (2016-18) fait toujours l'objet d'une enquête.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/287215-perou-le-procureur-demande-un-proces-pour-corruption-contre-keiko-fujimori>



Radio Habana Cuba